

par la suite, on ne peut jamais rattraper ce qui a été perdu. Si l'on maintient les prix aux niveaux du prix de revient, c'est que les frais sont trop élevés. On n'a qu'à assister à une vente à l'encan pour constater la vérité de cette assertion. Que remarque-t-on à cette vente? Les gens refusent-ils d'acheter des articles à cause des prix trop élevés? Non. Les acheteurs enchérissent les uns sur les autres et ils paient les articles plus cher qu'ils ne valaient neufs. Voilà ce que ces ventes à l'enchère nous révèlent à la campagne. On constate que le cultivateur est prêt à acheter une machine usagée à un prix plus élevé que celui d'une machine neuve semblable; en effet, il en a tellement besoin qu'il est prêt à payer n'importe quel prix pour l'obtenir. Voilà pourquoi le Gouvernement a tort d'empêcher le prix d'un article de monter si à cause de cela il nuit à la production de ce même article.

Au cours de la guerre, les mesures d'urgence étaient nécessaires, et le Gouvernement reconnaît, je crois, que notre population a consciencieusement appuyé les régies adoptées sous l'empire de ces mesures. Elle les a appuyées parce qu'elle jugeait ces régies essentielles à un effort de guerre maximum. Mais je n'approuve pas ceux qui disent que le fait d'avoir eu des régies en temps de guerre, nous justifie d'en avoir en temps de paix; en effet, la situation n'est pas du tout la même en temps de paix. Pendant le conflit, environ la moitié de la production était soustraite à la consommation et affectée à des fins de guerre. Aussi, la pression exercée sur les prix était-elle énorme. Aujourd'hui, la situation est bien différente. Nous visons à une production maximum, non en vue d'un effort de guerre total, mais pour donner à la population le plus haut niveau de vie possible en notre pays. La population canadienne ne tient pas à échanger sa liberté contre un plat de lentilles, contre une fiction de sécurité.

Elle a toujours, jusqu'ici, voulu protéger, à tout prix, sa sécurité et sa liberté. Hitler avait promis au monde mille ans de paix, mais nous avons préféré la guerre à l'esclavage. Le caporalisme nous répugne. Pendant la guerre, il fallait assurer la juste distribution d'une production restreinte. Désormais, la population pourra compter, pour la satisfaction de ses besoins, sur toute la production du pays, moins la partie qu'elle décidera d'affecter au soulagement de la misère dans les pays européens ravagés par la guerre. Il faut, toutefois, prendre garde que ces secours ne mettent pas en péril le rendement de notre régime de production. Je veux dire que nos expéditions ne doivent pas être importantes au point d'abaisser le niveau de vie de nos

gens, ce qui provoquerait du mécontentement et serait susceptible de diminuer notre production. Si les ouvriers sont mécontents, le rendement diminuera et notre contribution au soulagement de la misère en Europe sera nécessairement moindre.

Le programme du Gouvernement en matière de réglementation des prix et des salaires est sapé à la base, parce que la population accepte mal la réglementation en temps de paix. Le Gouvernement devrait donc supprimer les régies le plus tôt possible. Je crois que, d'une façon générale, il les abandonne aussi rapidement qu'il le juge possible. Je ne reproche pas au Gouvernement d'abolir les régies trop rapidement. Il en est qu'il faudra maintenir en permanence, à mon avis. Je range dans cette catégorie la réglementation exercée par la Commission de contrôle du change étranger. Toutefois, d'autres régies portent indûment atteinte à la liberté des citoyens et il y a lieu de les supprimer.

Le Gouvernement a souligné que, pour prévenir l'inflation, il fallait maintenir jusqu'à un certain point la régie des prix; toutefois, il me semble que ses actes contribuent à amener l'inflation au Canada que, à moins d'un changement, nous aurons bientôt une crise économique. En effet, en entravant la production par la régie des prix et en percevant des impôts qui équivalent à la confiscation du revenu, le Gouvernement sème le mécontentement parmi les travailleurs,—c'est-à-dire les cultivateurs et les ouvriers,—d'où ralentissement de la production et grèves. En outre, le Gouvernement entrave la production en permettant une trop forte exportation de denrées de consommation. J'estime que notre programme du temps de paix devrait viser à assurer à notre population le plus haut niveau d'existence possible. Pour que la production soit forte, nous devons faire en sorte que la demande soit soutenue. Il faudrait donc que nous prenions des mesures en vue de maintenir la puissance d'achat de la population à un niveau suffisamment élevé pour que les Canadiens puissent acheter la production totale du pays ainsi que les marchandises importées en échange de nos exportations.

Les diverses régies proposées doivent, à mon sens, être envisagées à ce point de vue. Nous devrions avoir pour principe non seulement d'encourager la mise en valeur des ressources du pays mais aussi de maintenir la demande de marchandises au plus haut niveau possible. On a bien sujet de se demander si le programme de régie des prix du Gouvernement tend à assurer la pleine mise en valeur des ressources du Canada. Sous plusieurs rapports, on a obtenu des résultats contraires. Les ouvriers ont réclamé des salai-